

Master of Law droit social

● Descriptif

Le droit social est en pleine évolution. Tout-e juriste ou avocat-e doit avoir une solide formation théorique et pratique dans les matières qui composent le droit social : droit du travail, droit des assurances sociales, droit du bail et droit des migrations. Le Master of Law, orientation droit social, est un titre reconnu qui offre d'excellentes perspectives professionnelles. La formation est axée sur la réalité concrète, l'évolution de la législation et de la jurisprudence, ainsi que sur les mécanismes de protection de certaines catégories de citoyen-ne-s (employé-e-s, assuré-e-s, locataires et migrant-e-s).

● Objectifs

Cette orientation s'adresse notamment aux étudiant-e-s intéressé-e-s par une activité dans une étude d'avocat-e-s généraliste ou spécialisée en droit social, une activité de magistrat-e, ou un poste de juriste dans une association, en particulier auprès d'un syndicat ou une association patronale, ainsi que celles et ceux qui souhaitent rejoindre un office de l'administration publique traitant des questions de droit social, ou une organisation internationale ou non gouvernementale impliquée dans ce domaine.

A l'issue de la formation, les étudiant-e-s maîtrisent des problématiques et des dossiers complexes dans les différents domaines du droit social et des droits sociaux et sont aptes à mettre en oeuvre leur savoir-faire dans les diverses filières professionnelles correspondantes.

● Points forts

- Formation unique en Suisse.
- Approche sociale du droit.
- Formation adaptée aux besoins de la pratique.
- Ouverture vers des perspectives professionnelles variées.
- Possibilité d'effectuer un stage en cours de formation.
- Niveau élevé d'encadrement des étudiant-e-s.



Titre décerné

Master of Law, orientation droit social

Crédits

90 ECTS, 3 semestres

Langue d'enseignement

Français

Responsables de l'orientation

Prof. Jean-Philippe Dunand
Prof. Anne-Sylvie Dupont

Conditions d'admission

Les personnes titulaires d'un Bachelor of Law d'une faculté de droit suisse ou d'un titre jugé équivalent sont admises sans condition supplémentaire.

Pour les personnes titulaires d'un titre dans un autre domaine ou délivré par une université étrangère, un complément d'études pourra être exigé.

Délai d'inscription

30 avril pour la rentrée d'automne (mi-septembre)
30 novembre pour la rentrée de printemps (mi-février)

Immatriculation

Bureau des immatriculations
Av. du 1^{er}-Mars 26
CH-2000 Neuchâtel
www.unine.ch/immatriculation

Contact et information

Faculté de droit
Avenue du 1^{er}-Mars 26
CH-2000 Neuchâtel
Tél. +41 32 718 12 00
secretariat.droit@unine.ch
www.unine.ch/droit





● Perspectives professionnelles

Le Master of Law ouvre les portes de toutes les professions juridiques. A titre d'exemple, l'orientation droit social offre notamment les perspectives professionnelles suivantes :

- Etudes d'avocat-e-s
- Entreprises et ressources humaines (RH)
- Assurances privées et sociales
- Tribunaux (greffières et greffiers, juges)
- Administration publique
- Associations patronales et syndicats
- Organisations internationales et non gouvernementales
- Journalisme

● Plan d'études

Le plan d'études est fondé sur trois piliers :

- **cours** (pour un total de 60 ECTS), soit :
 - cours spécifiques à l'orientation (pour un total de 32 ECTS), parmi lesquels figurent des cours obligatoires (pour un total de 28 ECTS) et des cours à option spécifiques à l'orientation (pour un total de 4 ECTS) ;
 - et
 - cours à option libres à choisir dans la liste générale du programme de Master of Law (pour un total de 28 ECTS).
- **trois modules du séminaire thématique** (pour un total de 12 ECTS), dont au moins un module spécifique à l'orientation.
- **mémoire de Master** (18 ECTS).

Cours obligatoires (28 crédits ECTS)

- Associations et organisations sportives
 - Droit de la prévoyance professionnelle*
 - Droit des assurances sociales approfondi
 - Droit des migrations: droit de la libre circulation des personnes*
 - Droit des migrations: droits humains*
 - Droit des migrations: partie générale*
 - Droit du bail*
 - Droit du travail approfondi
 - Droit social et droits sociaux: perspectives théorique et internationale
 - Organisation et financement des soins de santé*
 - Procès civil social
- * Des cours doivent être suivis pour un total de 12 crédits ECTS.

Cours à option spécifiques (4 crédits ECTS)

- Droit de la consommation
- Droit de la prévoyance professionnelle*
- Droit de la propriété collective
- Droit des assurances privées
- Droit des migrations: droit de la libre circulation des personnes*
- Droit des migrations: droits humains*
- Droit des migrations: partie générale*
- Droit du bail*
- Droit médical
- Droit pénal administratif
- Histoire des relations de travail
- International Humanitarian Law (Law of Armed Conflicts)
- Modes amiables de gestion des conflits
- Introduction à la justice restaurative
- Organisation et financement des soins de santé*
- Procédure administrative
- Protection des données et transparence
- Rédaction de contrats
- Relations familiales internationales
- Traitement des victimes d'événements criminels par la justice

* Uniquement les cours qui n'ont pas été suivis à titre de cours obligatoires.

Cours à option libres (28 crédits ECTS)

28 crédits ECTS à choix parmi tous les autres cours de la liste générale (plan d'études : www.unine.ch/droit).

Séminaire thématique (12 crédits ECTS)

Un module obligatoire du séminaire thématique (4 crédits ECTS) à choisir dans la liste suivante :

- Module 3 - Droits humains et technologies - la gestion des migrations comme laboratoire
- Module 12 - L'entreprise et les assurances sociales
- Module 13 - De l'administration "analogique" vers une administration numérique - L'évolution et les défis liés à la cyberadministration
- Module 15 - Intelligence artificielle et algorithmes : conséquences sur les relations de travail
- Module 19 - Politique publique et manipulation des comportements sociaux

Deux autres modules (8 crédits ECTS) à choisir parmi tous les autres modules du séminaire thématique (plan d'études : www.unine.ch/droit).

Un ou deux modules peuvent également être remplacés par un concours figurant dans la liste générale.

Mémoire de Master (18 crédits ECTS)